



Veille mensuelle sur la situation économique et financière de l'Autriche

© DG Trésor

mars 2018

Double budget 2018/2019 : consolidation budgétaire sous les auspices d'une conjoncture florissante

Le premier plan budgétaire du nouveau gouvernement ÖVP/FPÖ qui couvre 2018 et 2019 a été présenté le 21 mars par le ministre des Finances au Parlement. Il est placé sous le signe de la responsabilité budgétaire : « Nulldefizit » pour 2019, avec un surplus affiché de 500 MEUR soit une consolidation de 0,7 point de PIB par rapport à 2017 et un recul de la dette à 71 % du PIB contre 78,6 % en 2017, avec l'objectif de revenir à 60 % en 2022. Ce double budget entend également initier la mise en œuvre du programme de la coalition : augmentation des moyens consacrés aux dépenses d'avenir (éducation, universités, innovation) et à la sécurité (recrutement de 4 100 policiers d'ici 2022) ; des allègements fiscaux en faveur des familles à partir de 2019 (chiffrés à 700 MEUR), du tourisme (réduction de la TVA de 13 % à 10 % sur les séjours hôteliers à partir de novembre ; baisse de la taxe d'aéroport) ; baisse du coût du travail pour les bas salaires au travers d'une réduction des cotisations chômage (à partir de juillet).

Le gouvernement présente un volet d'économies budgétaires chiffrées à 2,5 Mrd EUR à partir de 2018 : sont concernés le régime d'assurance chômage (suppression déjà annoncée des dispositifs « bonus emploi » et « Aktion 20 000 » mis en place par le gouvernement précédent soit une économie annuelle de l'ordre de 500 MEUR) ; les dépenses liées à l'intégration (justifiées par la diminution du nombre de nouveaux réfugiés), les allocations familiales (à travers la mise en place de l'indexation pour les enfants de ressortissants communautaires résidant à l'étranger : -110 MEUR), la stabilisation des transferts aux Caisses d'assurance maladie et des économies dans l'administration. De moindres dépenses d'investissements dans le ferroviaire sur les 5 prochaines années sont à relever. Le budget de la défense n'augmente pas.



Le bouclage budgétaire a bénéficié de plusieurs facteurs favorables. Une situation de départ meilleure que prévue dans l'exécution budgétaire 2017 (solde nominal de -0,7 % contre 1,6 % en 2016). Mais surtout, les prévisions de croissance ont été revues à la hausse (3,2 % en 2018 et 2,2 % 2019) induisant de meilleures rentrées fiscales et sociales : +3,5 % en 2018 et de moindres dépenses publiques (+ 2,7 % en 2018 puis quasi-gel en 2019). Cet objectif est atteint grâce à un freinage des dépenses sociales rendu possible par l'anticipation d'un recul du chômage de 0,5 point ainsi que la stabilisation des contributions de l'Etat au régime des retraites sur les deux prochaines années. Les transferts de l'Etat au régime maladie seront également contenus. Les montants affectés au service de la dette sont également en fort recul. Les analystes relèvent également des recettes exceptionnelles de l'ordre de 1,5 Mrd EUR, prises en compte dans le projet de budget 2019.

Par ailleurs, le ministre des Finances a confirmé le principe d'une réforme fiscale par laquelle le gouvernement entend ramener les prélèvements obligatoires vers 40 % du PIB contre 42,5 % en 2017. Cette refonte pourrait intervenir à partir de 2020 sans que son financement ne soit totalement clarifié. La réforme des retraites (13,7 % du PIB actuellement) et le financement de la santé sont reportés à la fin du mandat.



Situation économique et financière	4
□ Evolution des indicateurs et prévisions	4
• Le PIB devrait croître de 3,2 % en 2018 et de 2,2 % en 2019	4
• Les prix manufacturiers en hausse de 1,2 %	4
• L'endettement des Länder a reculé de plus de 13 %	5
• Le taux d'épargne des ménages en baisse à 6,4 %	5
• L'Autriche connaît une forte progression des dépôts de brevet en 2017	5
• L'annonce par le gouvernement d'un paquet « attractivité économique »	6
□ Echanges	6
• Le commerce extérieur est marqué par une forte progression du volume d'échanges	6
Politique économique et sociale	6
□ L'emploi	6
• L'emploi a bien progressé en 2017	6
□ Questions sociales	7
• Vers une fusion difficile des caisses d'assurance maladie	7
• Les bas salaires exonérés partiellement de cotisation chômage	8
• Vers une réforme du Pôle Emploi débutant par une diminution de son budget	8
Questions sectorielles	8
□ Services financiers	8
• Le volume de crédits affiche une nette augmentation	8
• L'assureur UNIQA est de retour sur le chemin de croissance	9
□ Industrie	9
• Progression des ventes de produits sidérurgiques autrichiens vers les Etats-Unis en 2017	9
• AT&S récolte les fruits de ses investissements en Chine	10
□ Transports	10
• Le nouveau cadre pluriannuel des ÖBB prévoit une réduction des investissements dans l'infrastructure ferroviaire	10
• Ryanair annonce vouloir acquérir 75 % de Laudamotion	11
□ Agriculture	11
• Inquiétudes sur l'impact des négociations UE/Mercosur sur le secteur agricole notamment bovin ainsi que la sécurité alimentaire	11
• Contentieux des terres agricoles avec la Hongrie : la CJUE a tranché	11
• Glyphosate : l'interdiction prise par la Région de Carinthie est rejetée par la Commission	12
• Budget 2018 : 2,2 Mrd pour le volet « agriculture, nature et tourisme »	12
Présence française	12
• Le groupe PSA envisage d'investir à Vienne Aspern	12
Annexe	13

[Haut du document](#)

**Situation économique et financière****Evolution des indicateurs et prévisions****Le PIB devrait croître de 3,2 % en 2018 et de 2,2 % en 2019**

La croissance robuste connue en 2017 (+2,9 % du PIB) devrait se poursuivre en 2018 et avec une moindre ampleur en 2019. Les économistes des instituts de conjoncture créditent l'économie autrichienne d'une progression du PIB de 3,2 % cette année, s'appuyant sur une large base sectorielle et soutenue par la consommation des ménages et le commerce extérieur. Les exportations continueront leur expansion (+6,0 %) après avoir déjà progressé de 6,1 % en 2017. Les importations devraient légèrement se tasser pour n'augmenter que de 4,8 % en 2018 après +5,0 % en 2017. Avec une hausse des prix aux alentours de 2,0 %, l'inflation continuera sur le rythme soutenu déjà observé et restera supérieure à la moyenne de la zone euro. Le secteur productif demeure en ce printemps 2018 vigoureux et dynamique, même si le haut du cycle semble atteint. La production manufacturière devrait s'inscrire en hausse de 7,8 % en 2018, la construction connaît une croissance plus modérée avec un gain de 1,6 %. Les économistes attendent d'ailleurs un ralentissement de la dynamique des investissements à partir de la mi-2018 en raison d'un tassement des exportations. En revanche, la production manufacturière devrait pouvoir profiter tout au long de l'année d'une consommation des ménages robuste et durable. La confiance des entrepreneurs reste actuellement à son haut niveau, les carnets de commandes ne devraient pas se désemplir rapidement, de nombreuses entreprises produisant déjà à la limite de leurs capacités. Toutefois, le PMI, affichant en mars 58,0 points, ne parvient plus à se maintenir à son niveau atteint en décembre (64,3 points). Les raisons sont d'une part que le haut du cycle de la conjoncture mondiale semble atteint et maintenant dépassé, et d'autre part les incertitudes quant à la politique commerciale étatsunienne et ses conséquences. En termes d'emploi, les créations continuent, le chômage devrait reculer à 5,2 % en 2018 après avoir atteint 5,5 % en 2017. Pour 2019, les experts prédisent un chômage en repli à 5,0 %. Toutefois, il devient selon eux difficile pour les entreprises de trouver la main d'œuvre nécessaire sur le marché du travail en raison de l'inadéquation des qualifications.

Les prix manufacturiers en hausse de 1,2 %

Les prix de la production dans l'industrie ont progressé de 1,2 % en février 2018, en glissement annuel. Déjà en janvier et en décembre, l'institut autrichien de la Statistique avait constaté une hausse sensible de respectivement 1,3 % et 1,4 %. En glissement mensuel, les prix à la production industrielle sont restés stables. Ce sont notamment les biens intermédiaires qui ont plus fortement progressé avec une hausse de 2,2 % par rapport à janvier 2017. En février 2018, les prix de l'acier, de la fonte brute et des ferroalliages ont augmenté de 9,8 %, les autres produits de la sidérurgie et de la métallurgie sont restés plus modérés avec une progression de 5,5 %. Dans le secteur de l'énergie, les prix enregistrent une faible hausse de 0,5 %. Les biens d'investissement n'ont progressé que de 0,6 %, les prix des machines-outils augmentant de 1,8 %, ceux de la fabrication de carrosseries et remorques s'inscrivent en hausse de 1,7 %. Enfin, les prix des denrées alimentaires n'augmentent que de 1,0 % en février, après 0,9 % en janvier et en décembre. Les prix des produits carnés évoluent de +2,9 %, ceux des produits laitiers de 1,5 %.

**L'endettement
des Länder a
reculé de plus de
13 %**

Parmi les neuf régions autrichiennes, quatre Länder ont enregistré un excédent budgétaire en 2017, à savoir la Haute-Autriche (+106 MEUR après +7 MEUR en 2016), Salzbourg (+95 MEUR après +74 MEUR en 2016), la Carinthie (+46 MEUR après un déficit de -1 157 MEUR en 2016) et le Burgenland (+34 MEUR après 60 MEUR en 2016). Le déficit remarquable de la Carinthie en 2016 était dû au transfert de 1,2 Mrd EUR du Land vers le fonds de compensation établi dans le cadre de la résolution de l'ancienne banque *Hypo Alpe-Adria*. La Basse-Autriche (-10 MEUR après -54 MEUR en 2016), le Tyrol (-13 MEUR après -8 MEUR en 2016), le Vorarlberg (-36 MEUR après -48 MEUR en 2016), Vienne (-111 MEUR après -191 MEUR en 2016) et la Styrie (-132 MEUR après -155 MEUR en 2016) ont affiché un déficit. S'agissant de l'endettement, la Carinthie affiche l'endettement par habitant le plus élevé de 6 462 EUR contre 7 429 EUR en 2016, suivie par la Basse-Autriche (4 867 EUR) et Vienne (3 893 EUR). Ces deux derniers affichent l'endettement le plus élevé parmi les Länder, respectivement de 8,1 Mrd EUR et 7,3 Mrd EUR respectivement. Au total, l'endettement des Länder s'élève à 21,4 Mrd EUR après 22,0 Mrd EUR en 2016.

**Le taux
d'épargne des
ménages en baisse
à 6,4 %**

Selon les chiffres communiqués par l'institut autrichien de la Statistique, les ménages autrichiens ont moins épargné en 2017 qu'au cours des années précédentes : le taux d'épargne a reculé à 6,4 % alors qu'il atteignait 7,9 % du revenu disponible en 2016. Ce repli de l'épargne a largement profité à l'économie autrichienne puisque la consommation des ménages a progressé de 1,4 % en 2017 en glissement annuel. Les raisons de ce recul sont un retour de la confiance des ménages et la résorption des craintes du chômage dans cette période de croissance soutenue et durable, selon les experts. Par ailleurs, le revenu disponible a crû en 2017 à 204 Mrd EUR alors qu'il atteignait 201 Mrd EUR en 2016. Il s'agit d'une progression en valeur de 1,7 %. Toutefois, l'inflation constatée en 2017 (+2,2 %) vient rogner l'évolution du revenu disponible brut des ménages. En revanche, les salaires ont progressé en valeur de 3,4 %, les prestations sociales de 0,8 %. Ceci se traduit pour les finances publiques par une progression de l'imposition sur les revenus de 4,0 % et de 3,6 % pour les cotisations sociales.

**L'Autriche
connait une forte
progression des
dépôts de brevet
en 2017**

L'Office européen des brevets (OEB) annonce une hausse historique du nombre de brevets déposés auprès de ses bureaux en 2017 (+3,9 % par rapport à 2016). C'est l'Allemagne qui prend la tête du classement (15 % des brevets européens déposés à l'OEB) suivi de la France (6 %), de la Suisse et des Pays-Bas (4 %). Si l'Autriche n'est classée que 12^{ème} pays européen (septième par rapport au nombre d'habitants), elle enregistre en revanche une des plus fortes progressions par rapport à l'an dernier : +8,2 % (le pays ayant la plus forte progression est le Danemark avec +13,1 %). En Autriche, l'entreprise chimique *Borealis* prend la tête du classement avec 155 brevets déposés, suivi du fabricant de semi-conducteurs *ams* (78), les spécialistes de solutions d'éclairage *ZKW* (49), *Zumtobel* (48) et *Tridonic* (42), *AT&S* présent dans les circuits imprimés (33), l'équipementier industriel *Andritz* (28), le producteur de fibre de cellulose *Lenzing* (28), *B&R Industrial Automation* qui fabrique et commercialise des produits et solutions d'automatisation à destination des constructeurs de machines (24) et enfin *l'Austrian Institute of Technology* (22). Au niveau des Länder, Vienne conserve la



première place et progresse de 20,2 % par rapport à 2016, suivie de la Haute-Autriche (+15,3 %) ; de la Styrie (+5,2 %) et de la Basse-Autriche (+8,8 %). Le Vorarlberg connaît quant à lui une baisse des dépôts de brevets de 9,3 %.

**L'annonce par le
gouvernement
d'un paquet
« attractivité
économique »**

La ministre du Numérique et de l'Economie, Mme Margarete Schramböck, a présenté les grandes lignes du projet de loi sur l'attractivité économique adopté en conseil des ministres le 7 mars dernier. Première mesure, le gouvernement veut élever au rang d'objectif constitutionnel (*Staatsziel*) l'attractivité économique en faveur de la croissance et de l'emploi. Cette proposition est critiquée par les associations environnementales qui craignent un affaiblissement de la protection de l'environnement et de la lutte contre le réchauffement climatique, notamment pour un projet tel que la troisième piste de l'aéroport de Vienne. La deuxième série de mesure a pour but de réduire la bureaucratie et les barrières administratives. Le troisième point concerne la formation professionnelle, notamment dans le domaine du numérique avec par exemple la création d'une nouvelle formation dans le domaine du commerce en ligne ou encore d'une formation numérique dans le secondaire. Le dernier volet du paquet concerne le marché du travail : sans détailler, le gouvernement annonce vouloir baisser les impôts sur les entreprises et alléger les charges salariales.

Echanges

**Le commerce
extérieur est
marqué par une
forte progression
du volume
d'échanges**

Selon les résultats provisoires fournis par *Statistik Austria*, les importations de l'Autriche ont augmenté en 2017 de 8,8 % pour s'établir à 147 Mrd EUR. Les exportations ont progressé de 8,2 % pour atteindre 142 Mrd EUR, après avoir enregistré en 2016 pour la première fois depuis 2009 un recul de -0,3 %. Le déficit commercial des échanges de biens s'est élevé ainsi à -5,70 Mrd EUR, comparé à -4,54 Mrd EUR pour 2016. Les importations de l'Autriche en provenance de l'Union Européenne atteignent 104 Mrd EUR ce qui représente une augmentation de 7,9 % en glissement annuel. La valeur des biens exportés dans l'UE s'élève à 99 Mrd EUR, soit une augmentation de 8,6 %. Le déficit commercial des échanges de biens avec l'UE diminue légèrement à 5,57 Mrd EUR. L'Allemagne reste le partenaire commercial le plus important avec une part de marché de 36,8 % pour les importations autrichiennes et 30,1 % pour les exportations de l'Autriche vers l'Allemagne. La part de marché de la France dans les importations autrichiennes reste inchangée à 2,7 %. A l'égard des pays tiers, les importations sont en hausse de 11 % à 43 Mrd EUR tandis que les exportations progressent de 7,3 % pour s'établir à 43 Mrd EUR. Les machines et véhicules restent les produits d'exportation les plus importants de l'Autriche (57 Mrd EUR soit 40 % des exportations), de même pour les importations (53 Mrd EUR soit 36 %).

[Haut du document](#)

Politique économique et sociale

L'emploi

**L'emploi a bien
progressé en 2017**

Statistik Austria a publié les chiffres de l'emploi en 2017. Le nombre de salariés a progressé l'an passé de 49 700 personnes (27 600 hommes et 22 100 femmes) pour atteindre 3,7 millions de personnes. Le taux d'emploi est en hausse de 0,7 point en glissement annuel et s'est établi à 72,2 %. Selon la définition du BIT, le nombre de chômeurs a reculé à 247 900 personnes pour un taux de 5,5 % (2016 = 6,0 % ou 270 000 personnes). L'emploi progresse



chez les hommes pour deux tiers (19 000 postes) dans les postes à temps plein pendant que la progression chez les femmes se concentre sur le temps partiel (14 700 postes). Autant les seniors que les personnes issues de l'immigration profitent fortement de cette embellie sur le marché de l'emploi : sur les 49 700 nouveaux salariés, 41 800 sont des seniors et 40 700 ne détiennent pas la nationalité autrichienne. Alors que les nouveaux salariés seniors sont pour deux tiers d'entre eux autrichiens, les classes plus jeunes (35-44 ans) affichent la plus forte progression des nouveaux salariés étrangers. Quant aux demandeurs d'emploi, les deux genres profitent du recul du chômage (153 000 hommes et 116 600 femmes), soit un taux de chômage de 5,9 % pour les hommes (2016 = 6,5 %) et de 5,0 % pour les femmes (2016 = 5,6 %). Le nombre de postes vacants a fortement augmenté pour atteindre 97 400 emplois en 2017 (2016 = 72 800). Le taux de vacance d'emploi passe de 1,9 % en 2016 à 2,4 % en 2017. En observation quinquennale, l'emploi salarié a progressé de 175 900 personnes. Autant les hommes que les femmes sont concernés par l'augmentation des emplois à temps partiel mais alors que le taux pour les hommes n'atteint que 11,9 %, celui des femmes culmine à 47,7 %. Le nombre de femmes employées à temps plein en Autriche stagne depuis 2012. Le taux d'emploi à temps partiel est passé de 26,0 % en 2012 à 28,7 % en 2017. Le taux d'emploi des seniors (55-64 ans) a progressé pendant la période sous revue de 41,6 % à 51,3 %.

A noter qu'une étude menée par le même institut et son homologue européen Eurostat, à l'occasion de la journée mondiale de la femme, montre que l'écart de rémunération (*Gender Pay Gap*) entre les genres atteint en 2016 20,1 %, au détriment des femmes (France = 15,2 %). Malgré la nette amélioration depuis 2006, où il atteignait 25,5 %, il reste dans le pays alpin bien supérieur à la moyenne européenne (16,2 %).

Questions sociales

Vers une fusion difficile des caisses d'assurance maladie

Alors que le gouvernement du Chancelier Kurz, associant les conservateurs de l'ÖVP à la droite populiste du FPÖ, inscrivait dans son programme de coalition la réduction par fusion des 22 caisses d'assurance maladie en 5 caisses et l'harmonisation des prestations délivrées par ces caisses, la mise en œuvre prévue avant l'été 2018 semble d'ores et déjà fortement compromise compte tenu de l'opposition grandissante des Régions (Länder). En effet, le fédéralisme se décline dans le système d'assurance maladie autrichien puisque chaque Land est doté d'une caisse régionale, administrée par les partenaires sociaux au niveau local et bénéficiant d'une autonomie financière. De plus, certaines professions détiennent leur propre organisme d'assurance maladie, comme la Fonction publique, le monde agricole ou l'artisanat. L'objectif du gouvernement est de rationaliser et d'uniformiser l'assurance maladie pour la rendre plus efficace. Les 9 caisses régionales seraient alors fusionnées dans une seule caisse d'assurance-maladie autrichienne. Toutefois, les caisses régionales sont également un outil de politique sociale que les gouverneurs des Régions, quel que soit leur bord politique, ne souhaitent pas perdre. De plus, elles ont la compétence pour signer des accords locaux avec les praticiens en fonction des besoins régionaux. Enfin, le projet du gouvernement prévoit que les cotisations ne seraient plus versées directement aux caisses mais transiteraient par le ministère des Finances. Les 9 caisses régionales et les 9 conseils régionaux de l'Ordre des médecins ont cosigné une pétition contre le projet gouvernemental, contre la perte de l'autonomie financière et d'administration. Les signataires espèrent



pouvoir gagner le soutien des politiques régionaux et d'autres catégories socio-professionnelles.

**Les bas salaires
exonérés
partiellement de
cotisation
chômage**

La réduction de la cotisation chômage qui avait été soumise à la consultation préalable en janvier (voir notre veille de février) a été adoptée par la commission des affaires sociales du Parlement autrichien. Elle entrera en vigueur au 1^{er} juillet 2018. Ainsi les paliers octroyant une réduction de cotisation pour les bas salaires ont été revalorisés, permettant ainsi aux revenus inférieurs à 1 948 EUR bruts mensuels de bénéficier d'abattements du taux de cotisation (taux plein à 3 %). L'impact de cette revalorisation sur les recettes de l'assurance chômage est évalué à -140 MEUR.

**Vers une réforme
du Pôle Emploi
débutant par une
diminution de son
budget**

Le conseil d'administration du Pôle Emploi (AMS, *Arbeitsmarktservice*), dans lequel siègent les partenaires sociaux WKO et AK, les ministères de l'emploi et des finances, la confédération syndicale ÖGB et la Fédération des industriels, a adopté le budget 2018 du Pôle emploi en fonction des orientations gouvernementales. Finalement, 1,4 Mrd EUR sera consacré à la politique de l'emploi, le budget affecté étant en diminution notable par rapport à celui que le gouvernement précédent avait prévu pour cette année (1,9 Mrd EUR). Cependant, compte tenu de l'arrêt des deux mesures financées précédemment par l'AMS, le bonus emploi et le programme « Action 20 000 », l'impact de la baisse des moyens devrait être amoindri. Le nouveau gouvernement, argumentant par le recul du chômage, estime que moins de moyens financiers sont nécessaires pour la politique de l'emploi ; il envisage également une réforme en profondeur du Pôle Emploi pour apporter plus de flexibilité à celui-ci. En effet, le partenaire minoritaire au gouvernement, le parti de la droite populiste FPÖ, estime que l'AMS doit se recentrer sur ses missions propres. Selon la Ministre Hartinger-Klein (FPÖ), en charge de l'emploi et des affaires sociales, l'intégration sociale, à l'adresse des réfugiés et demandeurs d'asile, n'est pas de la compétence de l'AMS. C'est ainsi que le ministère réduit de 50 MEUR les moyens destinés au programme d'intégration (100 MEUR en 2017) qui devait profiter essentiellement aux personnes étrangères. Par ailleurs, les partenaires sociaux craignent une tentative du gouvernement de reprendre, au travers de cette réforme, la gouvernance du Pôle emploi en changeant la répartition du conseil d'administration. Suite à la parution d'un rapport interne de l'AMS, peu élogieux envers la politique d'intégration et divulguant les problèmes rencontrés par le personnel de l'AMS face à certaines catégories de chômeurs, les deux directeurs de l'AMS, MM. Kopf (d'obédience conservatrice) et Buchinger (social-démocrate) seront entendus par le Chancelier Kurz dans le courant du mois d'avril.

[Haut du document](#)

Questions sectorielles

Services financiers

**Le volume de
crédits affiche
une nette
augmentation**

Dans un contexte de taux d'intérêts historiquement bas, les banques autrichiennes enregistrent en 2017 une augmentation du volume de crédits en faveur des entreprises autrichiennes à hauteur de 4,8 % soit le taux de croissance le plus élevé depuis mai 2009 (+5,5 %). Le total du volume de crédits du secteur bancaire en faveur des entreprises atteint 143 Mrd EUR. Pour établir le total des crédits accordés aux entreprises autrichiennes, il



convient d'y ajouter 15 Mrd EUR financés par les banques basées dans d'autres pays de la zone euro dont 11 Mrd EUR en Allemagne. Le taux d'intérêt pour les prêts importants (à partir de 1 MEUR) se situe autour de 1,46 % en Autriche contre 1,27 % en Allemagne. S'agissant des ménages, le taux de croissance du volume de crédit s'élève à 3,5 %. Dans la plupart des cas, il s'agit de crédits hypothécaires dont 27 % à taux fixe. Le taux d'intérêt pour crédits hypothécaires s'élève en moyenne à 1,85 %. Le volume de crédits à la consommation a retrouvé sa croissance en 2017 (ce qui reflète la reprise de la consommation) et affiche un taux d'intérêt en moyenne de 4,69 %. De plus, le volume de dépôts des ménages privés auprès des banques autrichiennes a atteint 244 Mrd EUR (+3,4 %) en 2017, les dépôts auprès des fonds d'investissement s'élevant à 3,7 Mrd EUR.

**L'assureur
UNIQA est de
retour sur le
chemin de
croissance**

Le groupe *UNIQA*, présent dans 18 pays, affiche une hausse des primes dans tous les secteurs d'activité : +4,8 % pour les dommages et accidents, +3,8 % pour les assurances maladie et +5,6 % pour les assurances-vie dû notamment à la hausse de cette activité réalisée par la filiale polonaise. Au total, les primes d'*Uniqa Insurance Group* étaient en hausse de 4,9 % pour atteindre 5,3 Mrd EUR après une baisse de 3,1 % en 2016. En Autriche, *UNIQA* est le deuxième assureur après *Vienna Insurance Group* avec une part de marché 21 %. En 2017, le développement a été marqué par la fusion de quatre assureurs (*Raiffeisen Versicherung AG*, *Salzburger Landes-Versicherung AG*, *Finance Life Lebensversicherung AG* et *UNIQA Österreich Versicherungen AG*). Le volume des primes a augmenté de 0,7 % en 2017 pour atteindre 3,6 Mrd EUR. M. Hartwig Löger, devenu ministre des Finances, était à la tête d'*UNIQA Autriche* jusqu'en décembre dernier. S'agissant du secteur autrichien des assurances, le marché s'est stabilisé en 2017 pour atteindre un volume des primes de 17 Mrd EUR après un rétrécissement de 2,4 % en 2016 à 16,92 Mrd EUR. L'activité principale reste les dommages et accidents : 9,11 Mrd EUR (+3,27 %), suivie par les assurances-vie : 5,73 Mrd EUR (-5,07 %) et les assurances maladie : 2,13 Mrd EUR (+3,77 %). Les dépenses pour sinistres ont reculé de 0,13 % pour s'établir à 14,73 Mrd EUR.

Industrie

**Progression des
ventes de
produits
sidérurgiques
autrichiens vers
les Etats-Unis en
2017**

En 2017, les exportations autrichiennes d'acier et de fer (brut) vers les Etats-Unis ont progressé de 53,8 % (241 MEUR), et les produits sidérurgiques de 39,2 % (329 MEUR), totalisant 570 MEUR en 2017. Les exportations d'aluminium et les produits laminés ont quant à elles connu une baisse de 5,2 % (160 MEUR). Face aux menaces d'imposition de droits de douane par les Etats-Unis, la WKO (chambre fédérale de l'économie), a évalué que ces mesures affecteraient 70 % des exportations autrichiennes de produits sidérurgiques et environ 80 % des exportations d'aluminium. Avec un volume d'exportation total de 9,7 Mrd EUR en 2017, les ventes des produits touchés par les tarifs représentent environ 5,4 % des exportations autrichiennes vers les Etats-Unis. Depuis 2015, les États-Unis sont le deuxième partenaire commercial de l'Autriche après l'Allemagne (part dans les exports de 6,8 %) avec une progression de 10,7 % en 2017. Aucune autre relation commerciale bilatérale ne génère un excédent commercial aussi élevé : 3,9 Mrd EUR en 2017.

**AT&S récolte les fruits de ses investissements en Chine**

Après avoir connu une baisse de son résultat net pour l'année 2016/2017 (-19,7 MEUR), le groupe *Austria Technologie & Systemtechnik AG* repart à la hausse en 2017. En effet, en 2016, l'entreprise spécialisée dans les circuits imprimés avait investi 71 MEUR dans son usine chinoise de Chongqing afin d'y transférer la production de substrats électroniques, activité dans laquelle elle s'était lancée en 2013. Pour les 9 premiers mois de l'exercice 2017/2018 (du 01/04 au 31/12/2017) AT&S affiche un résultat net de 48 MEUR et enregistre un chiffre d'affaire de 766 MEUR, soit une augmentation de 24,5 % par rapport à la même période de l'année précédente. AT&S est le leader européen et un des leaders mondiaux des circuits imprimés et des substrats électroniques intervenant dans la fabrication de semi-conducteurs et puces électroniques. Les circuits imprimés AT&S sont utilisés dans les appareils mobiles (smartphones, tablettes électroniques) et industriels (contrôle de processus ; capteurs), dans les applications automobiles (contrôle de transmission, caméra et système de sécurité) mais également dans les technologies médicales (appareils auditifs, pacemakers etc.) AT&S compte environ 10 000 employés dans le monde. La firme fondée en 1987 a commencé par s'élargir en Inde où elle rachète en 1999 le plus gros producteur indien de circuits imprimés. Elle ouvre en 2002 un site de production à Shanghai aujourd'hui spécialisé dans la branche appareils mobile (la partie Industrie et Automobile étant concentrée sur les sites autrichiens notamment) et acquiert en 2006 une usine en Corée. Enfin en 2011, le groupe a ouvert un nouveau site de production, à Chongqing en Chine. Le président du conseil de surveillance d'AT&S, M. Hannes Androsch, ancien ministre des Finances autrichien (social-démocrate, SPÖ), fait partie depuis 3 ans du comité international de conseil auprès du maire de la ville de Chongqing.

Transports**Le nouveau cadre pluriannuel des ÖBB prévoit une réduction des investissements dans l'infrastructure ferroviaire**

Selon la loi sur les chemins de fer de l'Autriche (*Bundesbahngesetz*), les investissements dans l'infrastructure ferroviaire de la société *ÖBB-Infrastruktur* sont fixés par un plan pluriannuel portant sur six ans et renouvelé chaque année. Le plan d'investissement 2017-2022 portait sur un total de 15,2 Mrd EUR et sert notamment à financer la construction des tunnels du Brenner, de Koralm et du Semmering. Dans un communiqué de presse, le ministre des Transports, M. Norbert Hofer (parti droite populiste FPÖ), annonce des économies annuelles à hauteur de 200 MEUR pour son ministère dont la majorité sera assurée par des économies au niveau des ÖBB. Ainsi la loi des finances, présentée le 21 mars 2018 par le ministre des Finances, chiffre à 1 884,3 MEUR et à 1 966,9 MEUR les montants fixés pour 2018 et 2019 respectivement par le plan d'investissement 2018-2023 contre 2 334,7 MEUR et 2 655,2 MEUR prévus par le plan précédent. Selon M. Hofer, les investissements pour les années à venir se situeront au-delà des 2 Mrd EUR par an pour un total de 13,88 MEUR au titre de plan d'investissement 2018-2023. Ces montants sont empruntés par *ÖBB-Infrastruktur* via l'agence fédérale de financement (OeBFA) et remboursé par l'Etat fédéral sous forme de subvention à *ÖBB-Infrastruktur*. De plus, le ministre annonce que sur base de ce nouveau plan, l'endettement des ÖBB reculera à 26,8 Mrd EUR contre 27,5 Mrd EUR initialement prévu.

**Ryanair annonce
vouloir acquérir
75 % de
Laudamotion**

La compagnie aérienne à bas coûts *Ryanair* a l'intention d'acquérir une participation dans la nouvelle compagnie aérienne autrichienne *Laudamotion* créée par l'ancien pilote de F1 Niki Lauda, ce qui permettra au transporteur irlandais de se renforcer en Allemagne et en Autriche. *Ryanair* prendra une participation initiale de 24,9 % dans *Laudamotion*, née des cendres de Niki, filiale d'Air Berlin qui a déposé le bilan l'an dernier (voir notre veille de janvier 2018) et de porter celle-ci à 75 %. Par ailleurs, le tribunal administratif fédéral a donné feu vert à la construction d'une troisième piste pour l'aéroport de Vienne. Dans son pacte de coalition, le gouvernement avait formulé son engagement ferme en faveur du renforcement de l'aéroport de Vienne en tant que hub aéroportuaire et à la construction de la troisième piste.

Agriculture**Inquiétudes sur
l'impact des
négociations
UE/Mercosur sur
le secteur agricole
notamment bovin
ainsi que la
sécurité
alimentaire**

Les organisations professionnelles, tel le *Bauernbund* (branche agricole du parti conservateur), mettent en garde contre l'augmentation des quotas de viande bovine qui sont à leurs yeux inacceptables pour les éleveurs autrichiens. Le monde associatif, comme l'association pour un élevage durable (NTÖ), argumente que l'accord conduirait à terme à une mise à mal de l'élevage européen, concernant tant la viande bovine que la viande de volaille. Selon son président, le cours de la viande bovine baisserait de 20 %, occasionnant une perte en Autriche de 78 MEUR. Les hauts standards de qualité que les éleveurs doivent observer s'en trouveraient également fortement impactés. Dernièrement, la presse locale rapportait que les gouverneurs des Länder du Tyrol (ÖVP), du Burgenland (SPÖ) et de la Carinthie (SPÖ) se montraient également très soucieux de la tournure des négociations. Le gouverneur du Burgenland envisagerait de déposer une pétition en vue de déclencher une consultation populaire sur le sujet tandis que le gouverneur de la Carinthie exige que l'accord soit examiné et approuvé par le Parlement. La ministre de l'Agriculture, Mme Köstinger, dans un entretien avec la presse locale, souligne que la préservation des standards élevés autrichiens est une de ses priorités alors que ces aspects sont encore ouverts dans les négociations. Fin mars, les 9 présidents de chambre d'agriculture adressaient aux Commissaires européens Hogan et Malmström une lettre ouverte, rappelant leurs exigences et leurs craintes.

**Contentieux des
terres agricoles
avec la Hongrie :
la CJUE a
tranché**

Depuis plusieurs années, un contentieux relatif à l'annulation de contrats d'usufruit pour des terres agricoles situés en Hongrie pesait sur les relations austro-hongroises. La Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) avait été saisie de cette affaire par un exploitant agricole autrichien et vient de déclarer l'annulation illégale. Dès 1994, de nombreux agriculteurs autrichiens avaient passé des contrats d'usufruit avec les propriétaires hongrois, validés par la plus haute juridiction hongroise. Mais en décembre 2013, le gouvernement Orban annulait ces contrats et n'accordait qu'un délai de seulement 4 mois pour évacuer les terres cultivées. Selon le ministère de l'agriculture autrichien, quelques 150 agriculteurs autrichiens ont été spoliés de leurs droits d'usufruit par cette mesure en 2014. La CJUE, dans son jugement, ne reconnaît pas au gouvernement hongrois l'intention de protéger ses terres agricoles contre des manœuvres spéculatives d'investisseurs étrangers. La Cour voit dans la mesure prise par la Hongrie une discrimination et une entrave à la libre circulation des



capitaux. Les contractants spoliés sont invités à se faire connaître auprès de l'ambassade d'Autriche en Hongrie.

**Glyphosate :
l'interdiction
prise par la
Région de
Carinthie est
rejetée par la
Commission**

En janvier 2018, le Land de Carinthie avait pris unilatéralement la décision d'interdire pour une période de trois ans l'usage de produits contenant du glyphosate dans les lieux publics tels les écoles, les parcs municipaux ou les établissements hospitaliers. Cette décision devait être entérinée au niveau fédéral et l'avis de la Commission européenne était attendu pour le mois de mars. Celle-ci vient de déclarer la décision du Land contraire au droit européen, estimant que le Land n'argumente pas suffisamment son interdiction. Selon la Commission, la Carinthie ne peut se prévaloir du principe de précaution sans avoir étudié les autorisations de mise sur le marché de chaque produit. Interdire globalement la molécule du glyphosate n'est selon la Commission pas recevable. Le gouverneur de la Carinthie appelle donc la ministre fédérale de l'Agriculture, également compétente pour l'environnement, Mme Elisabeth Köstinger, à prendre une décision d'interdiction au niveau national.

**Budget 2018 :
2,2 Mrd pour le
volet
« agriculture,
nature et
tourisme »**

Dans sa présentation du projet de double budget devant le Parlement, le ministre des Finances a confirmé que les ressources budgétaires affectées à l'agriculture resteront stables en 2018. Le ministère de la Durabilité et du Tourisme, en charge notamment de l'agriculture et de la sylviculture, se verra doter d'un budget global à hauteur de 2,8 Mrd EUR. Le volet « Agriculture, nature et tourisme » se voit affecter 2,2 Mrd EUR (2017= 2,1 Mrd EUR selon l'exécution budgétaire provisoire) dont 880 MEUR dédiés au développement rural et 674 MEUR aux paiements directs. La Ministre Köstinger a confirmé que le budget prévu pour 2019 serait similaire, elle a réaffirmé son appui aux petites exploitations familiales ainsi que son combat au niveau européen pour maintenir les moyens financiers de la future PAC à leur niveau actuel.

[Haut du document](#)

Présence française

**Le groupe PSA
envisage
d'investir à
Vienne Aspern**

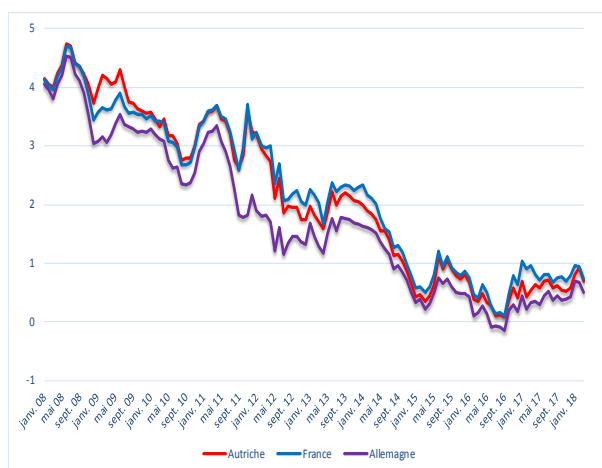
Après avoir présenté le plan pour l'avenir du groupe en novembre 2017 qui prévoit de conserver et moderniser toutes les usines et d'éviter les départs contraints (voir notre veille de novembre 2017), PSA vient de formuler les grandes axes pour l'avenir. S'agissant du site d'Opel à Vienne Aspern qui depuis l'acquisition d'Opel Vauxhall en août 2017 fait partie du groupe, PSA a décidé d'y investir pour produire davantage de boîte de vitesses mécanique MB6, notamment pour équiper ses véhicules haut de gamme et utilitaires et servir les besoins croissants liés à la production de véhicules *Opel/Vauxhall*. Créée en 1982, l'usine Opel à Vienne a fêté ses 35 ans en octobre 2017. Depuis sa création 2,3 Mrd EUR y ont été investis. Le nombre d'employés s'élève à 1 600. De plus, environ 4 000 emplois dans le commerce et la sous-traitance en dépendent indirectement. La production 2017 comprend 294 000 boîtes à 5 vitesses, 324 000 boîtes à 6 vitesses et 435 000 moteurs de la nouvelle génération *Twinport Ecotec* soit environ 1 million d'unités au total. Une Opel sur deux est équipée d'une boîte de vitesses fabriquée en Autriche et une Opel sur trois dispose d'un moteur produit en Autriche.



Annexe

Indicateurs de l'activité économique

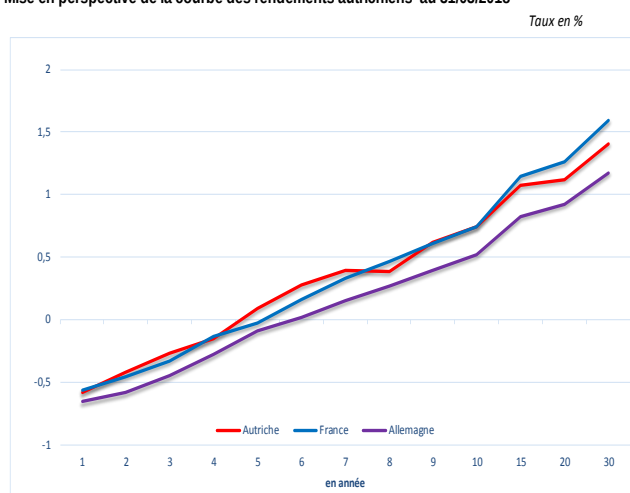
Evolution des taux actuariels à 10 ans depuis janvier 2008



source : Thomson Reuters.

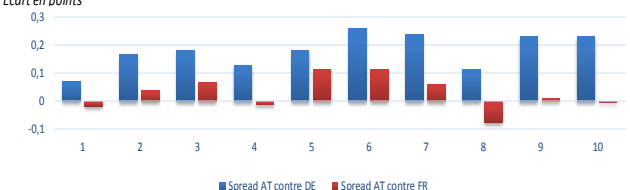
	Max		Min	Actuel	dernier point
Autriche	4,74	juin 2008	0,08	sept 2016	0,70 mars 2018
France	4,69	juin 2008	0,10	sept 2016	0,73 mars 2018
Allemagne	4,53	juin 2008	-0,14	sept 2016	0,50 mars 2018

Mise en perspective de la courbe des rendements autrichiens au 31/03/2018



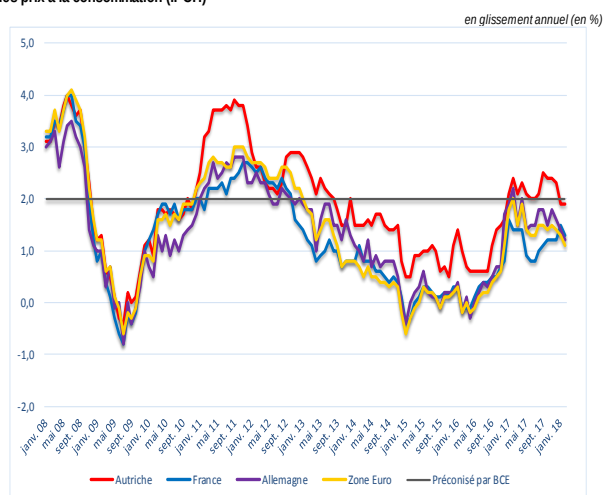
Source : SIX

Ecart en points



Source : SIX

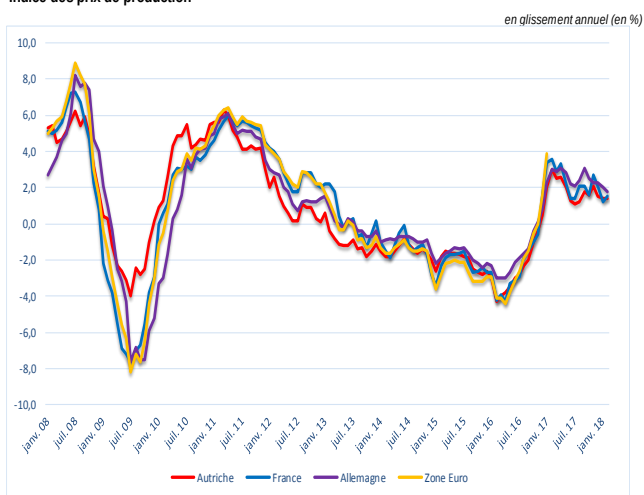
Indice des prix à la consommation (IPCH)



source : Eurostat

en %	Maximum		Minimum	Actuel	dernier point
Autriche	4,0	juin 2008	-0,4	juil 2009	1,9 février 2018
Allemagne	3,5	juil 2008	-0,8	juil 2009	1,2 février 2018
France	4,0	juin 2008	-0,8	juil 2009	1,3 février 2018
Zone Euro	4,1	juil 2008	-0,6	juil 2009	1,1 février 2018

Indice des prix de production

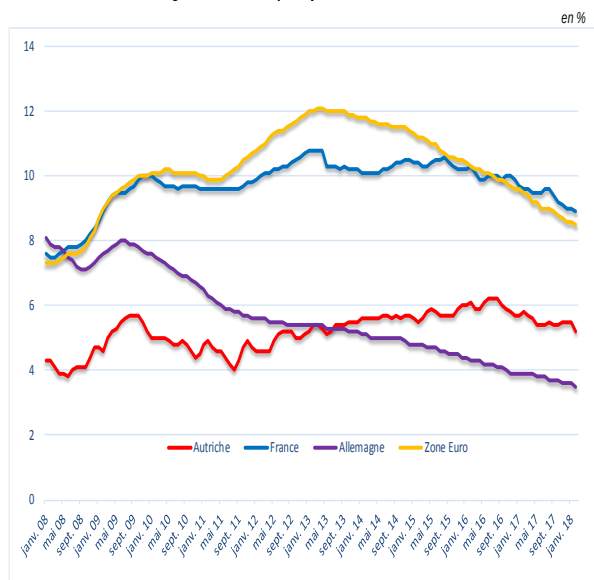


source : Eurostat

en %	Maximum		Minimum	Actuel	dernier point
Autriche	6,3	mars 2011	-4,3	févr 2016	1,4 février 2018
Allemagne	8,2	juil 2008	-7,6	juil 2009	1,8 février 2018
France	7,3	juil 2008	-7,6	juil 2009	1,5 février 2018
Zone Euro	8,9	juil 2008	-8,2	juil 2009	NC février 2018



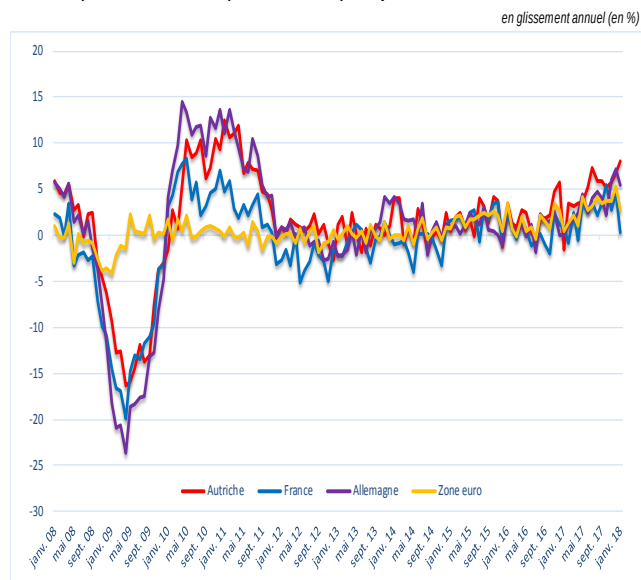
Taux de chômage - évolution depuis janvier 2008



source : Eurostat

en %	Maximum	Minimum	Actuel	dernier point
Autriche	6,2	août 2016	3,8	juin 2008
Allemagne	8,1	janv 2008	3,5	févr 2018
France	10,8	avr 2013	7,5	mars 2008
Zone Euro	12,1	avr 2013	7,3	mars 2008
			8,5	février 2018

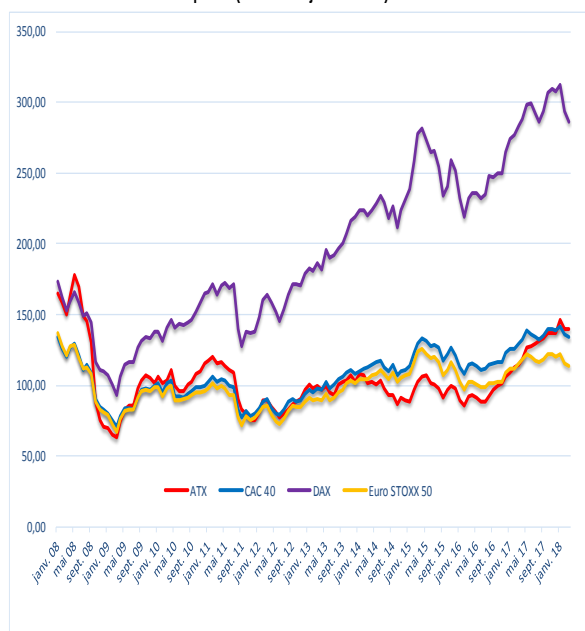
Indice de la production industrielle (hors construction) cvs-cjo



source : Eurostat

en %	Maximum	Minimum	Actuel	dernier point
Autriche	12,4	janv 2011	-16,4	avr 2009
Allemagne	14,4	avr 2010	-23,6	avr 2009
France	8,3	mai 2010	-19,9	avr 2009
Zone euro	5,3	déc 2017	-4,2	janv 2009
			2,7	janvier 2018

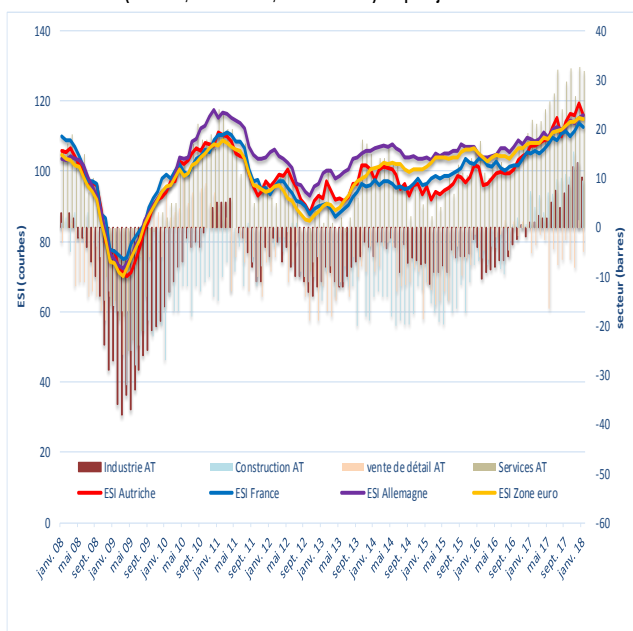
Evolution des indices boursiers européens (base 100 = janvier 2005)



source : Wiener Börse.

dernier point : mars 2018

Climat des affaires (Services, Construction, Vente de détail) - depuis janvier 2008

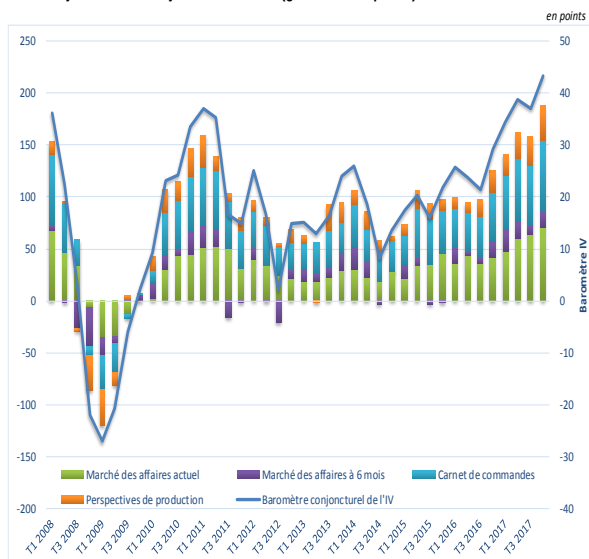


source : OeNB

dernier point : mars 2018

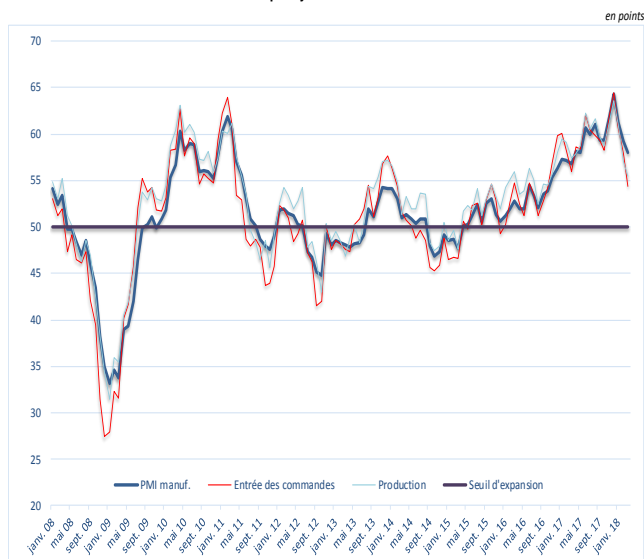


Enquête de conjoncture : IV Konjunkturbarometer (grandes entreprises)



source : Industriellenvereinigung
dernier point : T4 2017

PMI Industrie et sous-indices - depuis janvier 2008



source : Bank Austria Research
dernier point : mars 2018

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique de Vienne (adresser les demandes à vienne@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Auteur :

Service Économique de Vienne
Adresse : Reisnerstrasse 50/10
1030 Vienne
Autriche

Rédigé par : Susanne Maynhardt, Pascal Chaumont, Margaux Roze des Ordon

Relu par : Claire Thirriot-Kwant, Conseillère économique

Version du 5 avril 2018

Version originelle : Septembre 2013

Rédaction achevée le 31 mars 2018